

Chine

Asie de l'Est

La Chine continue de militariser la mer de Chine méridionale en construisant des infrastructures militaires sur des îles contestées. Cette militarisation a commencé en 2014 et se poursuit discrètement. Elle renforce la position de la Chine dans la région, crée des tensions avec les pays voisins, comme le Vietnam, et pousse les pays de la région à se rapprocher des États-Unis pour faire face à la montée en puissance de la Chine. La Chine maintient sa position selon laquelle ces actions visent à défendre sa souveraineté, mais cela suscite des préoccupations internationales quant à la stabilité de la région.

La Chine, sous la direction du président Xi Jinping, continue de militariser la mer de Chine méridionale.

Des images satellites de l'entreprise américaine de données Planet Labs montrent que la Chine a entrepris la construction de nouvelles infrastructures sur une petite île de l'archipel des Paracel, située au sud de l'île chinoise de Hainan. Ces infrastructures comprennent une usine de ciment et une piste, ce qui renforce les capacités de projection militaire dans la région.

La militarisation de la mer de Chine méridionale par la Chine a commencé fin 2014 et se poursuit actuellement. Plus récemment, en août 2023, des images satellites ont montré la construction en cours sur l'île des Paracel.

La Chine a transformé des bancs de sable en îles permanentes, y a construit des infrastructures militaires, et a déployé des équipements militaires, y compris des missiles et des avions. La récente construction d'une piste sur l'île des Paracel vise à renforcer sa présence militaire dans la région, en particulier pour soutenir les gardes-côtes et les milices maritimes chinoises.:

Les activités de militarisation se déroulent principalement dans la mer de Chine méridionale, une région contestée par plusieurs pays de la région, dont le Vietnam, Taïwan, les Philippines, la Malaisie et Brunei.

La Chine revendique la souveraineté quasi totale sur la mer de Chine méridionale, y compris dans les zones économiques exclusives des pays voisins. Cette militarisation vise à renforcer la position de la Chine dans la région et à affirmer ses revendications territoriales. De plus, cela lui permet de contrôler des voies de navigation stratégiques où transite un tiers du commerce mondial.

Chine

Asie de l'Est

Les relations sino-russes ont connu une résurgence ces dernières années, renforcées par une amitié étroite entre les présidents Xi Jinping et Vladimir Poutine. Cependant, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a créé des tensions en raison des sanctions occidentales qui menacent les intérêts économiques chinois. Bien que les deux pays partagent un objectif commun de s'opposer à l'influence américaine, la durabilité de leur partenariat reste incertaine compte tenu des pressions économiques sur la Chine.

Les relations entre la Chine et la Russie sont au cœur de cette analyse.

La Chine et la Russie ont renoué avec une amitié solide après des années de tension. Cette amitié a été cimentée par la relation étroite entre les présidents Vladimir Poutine et Xi Jinping. Cependant, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a créé des fissures dans cette amitié en raison des répercussions économiques sur la Chine.

Cette amitié a été ravivée ces dernières années, mais les tensions se sont intensifiées avec l'invasion de l'Ukraine en 2022.

Les deux pays partagent un intérêt commun à s'opposer à l'influence des États-Unis et à renforcer leur position dans le monde. Cependant, les sanctions occidentales contre la Russie en raison de l'invasion de l'Ukraine menacent les intérêts économiques de la Chine, remettant en question la solidité de leur partenariat.

En Chine et en Russie.

La relation sino-russe s'est développée à travers des collaborations économiques, militaires et stratégiques, notamment dans le domaine énergétique et de la défense. Cependant, les experts s'interrogent sur la durabilité de cette alliance compte tenu des pressions économiques exercées sur la Chine en raison des sanctions occidentales contre la Russie.

Chine

Asie de l'Est

La Commission européenne prévoit de publier une liste de technologies clés à mieux surveiller et défendre face à des États rivaux tels que la Chine. Cette initiative vise à protéger les intérêts économiques européens tout en renforçant la durabilité des chaînes d'approvisionnement. En cas de chantage économique, l'UE pourrait prendre des mesures de représailles, mais la conversation directe restera une priorité. Cette démarche s'inscrit dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes entre l'UE et la Chine, marqué par des enquêtes sur des aides présumées illégales et des préoccupations commerciales.

La Commission européenne, dirigée par la présidente Ursula von der Leyen, est responsable de l'initiative visant à mieux surveiller et défendre les technologies clés face à des États rivaux comme la Chine.

La Commission européenne doit dévoiler une liste de technologies clés qui devront être mieux surveillées et défendues. Cette liste pourrait inclure des domaines tels que l'intelligence artificielle, les technologies quantiques et les semi-conducteurs.

La liste sera publiée mardi 10 novembre en début d'après-midi, avec une conférence de presse prévue à 15h30.

L'objectif de cette initiative est de protéger les intérêts économiques européens en évitant que les entreprises européennes, leur savoir-faire, leur expertise et leurs recherches ne soient utilisés de manière abusive par certains pays, notamment à des fins militaires. La crise du Covid-19 et les tensions géopolitiques récentes ont mis en évidence la nécessité de renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement et de réduire les dépendances économiques potentiellement exploitées pour exercer un chantage.

L'initiative est dirigée par la Commission européenne, qui opère depuis Bruxelles, en Belgique. Les actions ultérieures se dérouleront probablement au niveau international, en collaboration avec d'autres acteurs.

Pour atteindre ses objectifs, l'UE envisage des mesures d'atténuation des risques, telles que la conclusion de partenariats internationaux, le soutien aux filières européennes et la mise en place de nouveaux outils de riposte face à d'éventuelles menaces. En cas de chantage économique, l'UE pourrait recourir à des représailles telles que le gel de l'accès aux marchés publics, le blocage des autorisations de mise sur le marché de certains produits ou le blocage d'investissements. Cependant, le dialogue direct avec l'État accusé de chantage économique sera privilégié en premier lieu.



Mathys Dionne